

**Accord collectif**

**PRÉVOYANCE DES SALARIÉS NON CADRES  
DES EXPLOITATIONS DE POLYCULTURE, DE VITICULTURE, D'ÉLEVAGE,  
DE MARAÎCHAGE, D'HORTICULTURE, DE PÉPINIÈRES,  
DES ETAF, DES CUMA  
ET DES ASSOCIATIONS DE REMPLACEMENT  
(Loire-Atlantique)  
(11 mars 2003)**

(Etendu par arrêté du 15 juillet 2003,  
*Journal officiel* du 5 août 2003)

**AVENANT N° 5 DU 26 NOVEMBRE 2012**

NOR : AGRS1397066M

Entre :

La FNSEA Loire-Atlantique ;

Le syndicat des vignerons indépendants de Nantes ;

La fédération des maraîchers nantais ;

L'union des pépiniéristes et horticulteurs de Loire-Atlantique ;

Les entrepreneurs des territoires de Loire-Atlantique ;

L'union des CUMA des Pays de la Loire ;

Le service de remplacement de Loire-Atlantique,

D'une part, et

La CFDT Product Agri 44 et Transfo Agro Nantes ;

L'UD CFTC Loire-Atlantique ;

L'UD CGT-FO Loire-Atlantique,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

L'article 5 « Cotisations » est abrogé et remplacé par :

« Les cotisations finançant les garanties décès, incapacité temporaire et incapacité permanente sont assises sur les rémunérations brutes versées à tous les salariés répondant aux conditions d'ouverture du droit, à l'exception de ceux relevant de la convention collective nationale de prévoyance des ingénieurs et cadres des entreprises agricoles du 2 avril 1952.

La garantie décès est financée par une cotisation dont 2/3 sont à la charge de l'employeur et 1/3 est à la charge du salarié.

La garantie d'incapacité temporaire applicable à partir du 1<sup>er</sup> jour d'arrêt en cas d'accident du travail, d'accident de trajet ou de maladie professionnelle et à partir du 8<sup>e</sup> jour d'arrêt en cas d'accident ou de maladie de la vie privée est financée par une cotisation dont 2/3 sont à la charge de l'employeur et 1/3 est à la charge du salarié.

La garantie d'incapacité temporaire, applicable du 4<sup>e</sup> au 7<sup>e</sup> jour d'arrêt en cas d'accident ou de maladie de la vie privée est financée par une cotisation à la charge exclusive du salarié.

La cotisation patronale incapacité temporaire doit au minimum correspondre aux obligations des articles L. 1226-1 et D. 1226-1 à D. 1226-8 du code du travail.

En sus de cette cotisation, l'employeur versera une cotisation exclusivement à sa charge et destinée au financement de l'assurance des charges patronales.

La garantie d'incapacité permanente d'origine professionnelle est financée par une cotisation dont 2/3 sont à la charge de l'employeur et 1/3 est à la charge du salarié.

La garantie d'incapacité permanente d'origine privée est financée par une cotisation à la charge exclusive du salarié.

Il en résulte la ventilation des cotisations suivante :

*(En pourcentage.)*

GARANTIE	TAUX	PART PATRONALE	PART SALARIALE
Incapacité temporaire à partir du 1 <sup>er</sup> jour en AT et MP et du 8 <sup>e</sup> jour en accident et maladie vie privée	1,02	0,68 (*)	0,34
Incapacité temporaire du 4 <sup>e</sup> au 7 <sup>e</sup> jour en accident et maladie vie privée	0,10		0,10
Charges patronales	0,18	0,18	
Incapacité permanente d'origine professionnelle	0,07	0,05	0,02
Incapacité permanente d'origine privée	0,77		0,77
Décès	0,30	0,20	0,10
Total	2,44	1,11	1,33
(*) Dont 0,54 % correspondant aux obligations des articles L. 1226-1 et D. 1226-1 à D. 1226-8 du code du travail.			

Afin de prendre en compte les effets de la loi portant réforme des retraites sur la durée de service des prestations incapacité temporaire de travail et/ou incapacité permanente de travail, il est instauré une cotisation exceptionnelle et temporaire de 0,38 % qui s'ajoute au taux de cotisation du régime.

Cette cotisation exceptionnelle et temporaire sera répartie entre l'employeur et le salarié dans les conditions suivantes : 0,23 % à la charge du salarié et 0,15 % à la charge de l'employeur.

Cette cotisation sera prélevée pendant une durée de 36 mois.

A l'issue de cette période, la cotisation exceptionnelle et temporaire cessera d'être appelée. »

## Article 2

Dans l'article 8 « Révision. – Dénonciation », les mots : « à la direction départementale de l'inspection du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle » sont remplacés par : « à la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi. »

### **Article 3**

Le présent accord est déposé conformément aux dispositions légales. Son extension est demandée.

Le présent avenant entrera en vigueur à compter du premier jour du trimestre suivant la publication de l'arrêté d'extension au *Journal officiel* et au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 2013.

Fait à Nantes, le 26 novembre 2012.

(Suivent les signatures.)